

L'ANCIENNE MINOTERIE PRIME

Le visiteur circulant rue Sainte-Anne ne peut-être qu'intrigué par cet immeuble de quatre étages, gris et dénudé, dont la structure altière toise les maisons environnantes et semble défier le temps. Ce patrimoine industriel, aujourd'hui délaissé, a été très actif durant cinquante années. Les plus anciens se souviennent de cette minoterie propriété d'une famille martignolaise.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la meunerie connaît en France et sans doute en Europe, une période plutôt faste. Dans ce climat favorable, monsieur Jules Prime (1871-1939), négociant en grains, décide, en 1925, la construction d'une minoterie dont les travaux d'édification dureront de 1925 à 1926.

Le bâtiment, d'une hauteur de 22 mètres, est conçu en ciment armé comme celui du moulin de Cossé-le-Vivien en Mayenne, construit à la même époque sur les mêmes principes. Ce sont les premiers bâtiments de la sorte dans la région. Au musée de Rennes, une photo de la minoterie de Martigné illustre ce nouveau procédé de construction. L'équipement de marque « Cesbron » est français, construit à Chartres et monté par la société Jamet de Rennes. Le système est entraîné par un moteur diesel jusqu'en 1938 et, l'année suivante, le moulin est entièrement électrifié.

En 1927, débute l'activité de la minoterie. Sa clientèle est créée rapidement, sans grosses difficultés. Le moulin diffuse ses farines chez les boulangers de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire (80% de sa production).

L'approvisionnement en blé vient des achats réalisés directement en culture près des agriculteurs du sud de la Mayenne et du sud de



Carte postale ancienne de la minoterie Prime (Collec. Privée)

l'Ille-et-Vilaine. C'était la zone commerciale du négoce de monsieur Prime qui collectait déjà, à l'époque, plus de 50 000 quintaux de blé par an, tonnage suffisant pour l'approvisionnement de cette minoterie.

De 1927 à 1930, la période est propice ; le moulin fonctionne à pleine capacité. Mais arrive la crise de 1929 aux Etats-Unis et sa répercussion en France courant 1930. Le cours mondial du blé s'effondre ; par contre, son prix se maintient, pendant quelques temps, à un niveau quasiment doublé en France. Les moulins approvisionnés en blés étrangers vont à leur tour être mieux placés à l'achat que les moulins travaillant avec des blés français. Le gouvernement essaie, sans succès, d'y mettre un terme et impose des quotas d'incorporation à chaque moulin.

Ce n'est que le début d'une longue série de difficultés pour la profession. Elles vont s'accroître au cours des ans ; certains moulins, contournant la loi, s'en sortent mieux

que d'autres, jusqu'à ce que le Front Populaire, en 1936, crée l'office du blé O.N.I.B. (Office National Interprofessionnel du Blé).

A partir de cette date, seules les coopératives peuvent acheter les céréales aux agriculteurs, les négociants et les meuniers sont exclus du circuit, sans aucune indemnité.

Puis vient la guerre. En 1940, les Allemands imposent à la meunerie française des impératifs de fonctionnement : interdiction d'acheter des blés et de vendre des farines hors département dans toute la France occupée. La clientèle du moulin située aux frontières du département d'Ille-et-Vilaine, est à 80% hors de ce département. La minoterie perd ainsi l'essentiel de sa clientèle.

L'administration impose alors aux établissements Prime l'approvisionnement de certains sites dont le camp de prisonniers français à Châteaubriant, camp où était détenu le jeune Guy Moquet. C'est l'époque où Henri Caillé, chauffeur livreur à la minoterie, au risque de fortes représailles, fait évader quelques prisonniers du camp de Châteaubriant en les cachant au retour de ses livraisons sous les sacs vidés de leur contenu. Le courageux chauffeur relâche son « précieux chargement » dans la campagne entre Châteaubriant et Martigné.

Après la guerre, la clientèle du moulin a presque disparu et monsieur Paul Prime (1911-1984), le successeur, est contraint de créer une autre clientèle dans la Manche, faute de pouvoir récupérer les anciens clients boulangers de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire. C'est aussi le déclin de la profession, car la consommation de pain baisse constamment ; les moulins, en surnombre, se font une concurrence acharnée.

De plus, l'emplacement de la minoterie loin d'une rivière ou d'une retenue d'eau la prive d'une force motrice bon marché ; par ailleurs, un moulin a toujours besoin d'eau pour préparer ses blés à la mouture.

Tout cela amènera la cessation d'activité du moulin en 1976, soit 50 ans après sa création.

Le groupe Histoire & Patrimoine du Pays Martignolais
Mars 2012

Source : D'après le précieux témoignage de Paul Prime, fils.